

**SOUDAN**

**Au Darfour règnent la mort et la destruction**

Index AI : AFR 54/060/2004

ÉFAI

**Embargo : jeudi 3 juin 2004 (00 h 01 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Des délégués d'Amnesty International viennent de revenir d'une mission de recherche parmi les réfugiés soudanais au Tchad. À l'occasion de la conférence internationale des bailleurs de fonds au Darfour, qui se tiendra ce 3 juin à Genève, ces délégués demandent que la protection des civils fasse l'objet des mêmes mesures d'urgence que l'aide humanitaire.

« *Les milices armées (Janjawid) soutenues par les forces armées du gouvernement soudanais se sont rendues responsables de violations massives des droits humains contre la population civile du Darfour* », ont déclaré les délégués.

« *Nos recherches ont à nouveau confirmé le pillage et la destruction des villages, systématiques et bien organisés, qui ont conduit au déplacement forcé de la population rurale du Darfour* », ont déclaré les délégués d'Amnesty International. « *Les Janjawid, portant souvent des uniformes militaires et accompagnés de soldats, ont attaqué chaque village non seulement une fois, mais souvent trois ou quatre avant que la population ne prenne la fuite. Des habitants de la région nous ont donné plus de détails sur les deux séances d'exécutions extrajudiciaires à grande échelle auxquelles ont procédé les forces de sécurité et les Janjawid à Murlit et à Deleij.* »

L'inquiétude internationale devant l'horreur et la destruction au Darfour doit se traduire par des changements réels sur le terrain, ont ajouté les délégués d'Amnesty International.

Le gouvernement soudanais n'a pour l'instant pris aucune mesure rapide et concrète pour arrêter le cycle horripilant d'homicides et de viols commis par les milices *Janjawid* à l'encontre de la population civile du Darfour.

« *Alors qu'une logique de paix semble apparaître entre les autorités de Khartoum et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), la dynamique de guerre reste profondément ancrée au Darfour.* »

« *La violence contre les civils ne constitue pas seulement une infraction aux normes internationales relatives aux droits humains ; elle apparaît aussi, fréquemment, comme une tentative délibérée d'humilier les populations et de détruire leur tissu social. Nous avons entendu des récits faisant état d'homicides sommaires et systématiques de civils, jusque dans des mosquées, de viols de femmes et de fillettes sous les yeux de leurs maris ou de leurs parents, ou encore de vieilles femmes brûlées dans leurs maisons* », ont déclaré les délégués de l'organisation.

Au Darfour, des centaines de milliers de civils ont dû quitter leurs villages détruits. Certains ont été forcés de se réfugier dans des centres surpeuplés de la région. Dans ces centres, de graves pénuries d'eau, de nourriture, de tentes et de matériel médical menacent la satisfaction des besoins élémentaires.

Des milliers d'autres personnes se sont dirigées vers la partie est du Tchad au péril de leur vie. Un réfugié a déclaré aux délégués d'Amnesty International : « *À présent, j'ai tout perdu. Il ne me reste plus que les doigts de mes deux mains.* » Un autre a ajouté : « *Tant que la sécurité de ma famille n'est pas garantie, je ne désire pas rentrer chez moi.* »

Un garçon de treize ans a raconté qu'il avait été enlevé d'une ferme par les forces de sécurité et les *Janjawid*, et emmené dans un camp près de Khartoum. Là, il a été dénudé et fouetté. Un autre jeune homme a raconté comment il a été détenu dans un camp *janjawid* pendant trois semaines avant de s'échapper.

L'une des priorités de la mission d'Amnesty International portait sur les violences faites aux femmes. « *Ils sont venus et ont pris nos femmes et nos filles ; ils n'avaient pas honte de les violer en public* », a déclaré un chef de village à propos de la violence faite aux femmes au cours du conflit.

Une femme a raconté comment elle a été enlevée avec un groupe de fillettes par des agresseurs portant des vêtements civils et des uniformes *kakis*, et violée à plusieurs reprises pendant trois jours. Leurs agresseurs leur ont déclaré : « *la prochaine fois que nous viendrons, nous vous exterminerons tous, nous ne laisserons même pas un enfant en vie.* »

« *L'accord de cessez-le-feu du 8 avril entre le gouvernement soudanais, le Mouvement/Armée de libération du Soudan (SLM/A) et le Mouvement justice et égalité (JEM) n'a rien changé à la situation désastreuse que subissent chaque jour les civils du Darfour et les réfugiés du Tchad oriental* », ont déclaré les délégués.

Presque deux mois après le cessez-le-feu, signé le 8 avril 2004, les observateurs du cessez-le-feu dotés du mandat de rapporter les violations ne sont pas encore en place. Il est difficile de mesurer l'efficacité de 90 observateurs, dont 60 militaires et 30 civils, dans une région de la taille de la France où il est toujours fait état d'homicides et de viols quotidiens.

« *La communauté internationale doit donner à l'Union africaine le soutien politique et logistique nécessaire pour l'aider à agir efficacement ; cette action doit être rendue publique* », a demandé Amnesty International.

Amnesty International renouvelle sa demande pour que soient mis en place des observateurs des droits humains avec mandat du Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, afin de surveiller de près la situation des droits humains au Darfour. « *Étant donnés les nombreux cas de viols et les traumatismes qui leur sont liés, il faudra que ces observateurs possèdent une certaine expertise dans le domaine du genre et du traitement des violences sexuelles* », a ajouté Amnesty International.

Le 22 mai, des *Janjawid* ont violé le cessez-le-feu et tué au moins 40 villageois et brûlé cinq villages, dont Tabaldiya et Abqarajeh, à 15 kilomètres au sud de Nyala. Ces miliciens seraient arrivés à dos de cheval et de chameau, certains d'entre eux portant des uniformes militaires. Le 28 mai, jour de la signature de l'accord sur les observateurs, l'armée de l'air soudanaise a bombardé le village de Tabet un jour de marché, ce qui aurait entraîné la mort de 12 personnes. Les autorités soudanaises ont nié ces attaques et accusé le SLM/A et le JEM de violer le cessez-le-feu.

« *Les Janjawid qui ont attaqué les villages de Tabaldiya seraient venus de l'ancien camp d'entraînement militaire de Dumai, près de Nyala* », a déclaré Amnesty International. « *Au lieu de s'attaquer à l'impunité des Janjawid, le gouvernement les intègre dans son armée.* »

Les délégués ont souligné que les réfugiés à la frontière tchadienne vivent dans la peur permanente des attaques de *Janjawid*.

« *Pour que les personnes déplacées retrouvent la moindre confiance en l'avenir, il faudra prendre des mesures pour que ces milices ne soient plus en position de porter atteinte aux droits humains. Des récits convergents de Soudanais au Tchad et au Darfour indiquent que les Janjawid occupent effectivement de nombreux villages abandonnés par la population.* » ●

**Des informations complémentaires sur le Soudan se trouvent sur le site d'Amnesty International aux adresses suivantes**

- **crise au Soudan :**

<http://web.amnesty.org/pages/sdn-index-fra>

- **action en ligne (bientôt disponible en français)**

<http://web.amnesty.org/pages/sdn-010604-action-eng>

- **diaporama (bientôt disponible en français)**

<http://www.amnesty.org/resources/slideshow/slideshow-detect.htm?id=sdn-010604-eng>

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**